

PROCÈS VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DU DÉPARTEMENT D'HISTOIRE DU 29 JUIN 2020

Étaient présents

Enseignants : Sophie Baby, Martine Clouzot, Hervé Duchêne, Perrine Kossmann (directrice) David El Kenz, Stéphane Gacon, François Jarrige, Sabine Lefebvre, Bruno Lemesle, Hervé Mazurel, Hervé Mouillebouche, Philippe Poirrier, Alain Rauwel, Philippe Salvadori, Christian Stein, Laurent-Henri Vignaud (directeur adjoint), Jean Vigreux.

Représentants étudiants : David Bardey, Armand Boidot, Laura Buirey, Quentin Clavaud, Pierre Coiffard, Tristan Cuénot, Tiphaine Després, Victorien Di Fraja, Léa Ferretti, Maurice Franzi, Pierrick Guérout, Alexandre Hinger, Alexandre Malapris (directeur adjoint étudiant), Léa Pimienta-Bachelard, Arthur Perruche, Marie Robert, Lara Thom.

La séance est ouverte à 14h00.

1. Informations sur la session de rattrapage (session 2)

Il est précisé que la session 2 d'examens sera organisée à distance du 1er au 11 septembre 2020.

2. Informations sur la rentrée universitaire 2020-2021

La rentrée universitaire 2020-2021 aura lieu le 7 septembre 2020 pour les étudiants de licence, en présentiel autant que le permettra la situation sanitaire. Priorité sera donnée à l'accueil des L1, qui arrivent à l'Université, quitte à organiser plusieurs sessions d'accueil.

Sont évoqués ensuite les effectifs des différentes promotions. Une hausse est à prévoir en L2 et L3 en raison de la réussite d'un plus grand nombre d'étudiants que de coutume, liée à l'adaptation des modes d'évaluation à la situation sanitaire.

Bruno Lemesle précise que la capacité d'accueil du Master 1 Recherche histoire est de 55 étudiants et qu'elle n'est pour le moment pas atteinte, mais qu'il y aura une nouvelle possibilité d'inscription à la rentrée de septembre, ce qui permettra à un étudiant qui n'aurait pas trouvé de Master à cette date de candidater.

Stéphane Gacon demande si les candidats de L3 AMC ont été également acceptés et Bruno Lemesle répond que c'est le cas.

Stéphane Gacon fait remarquer qu'il serait utile de clarifier le degré de sélectivité des différents Masters et cite le cas d'une étudiante qui faute d'autre Master a candidaté au Master MEEF 1^{er} degré et s'est retrouvée 235^e sur liste complémentaire. Il se déclare inquiet pour l'avenir de l'Université que la capacité du Master 1 Recherche Histoire soit de 55 étudiants seulement.

Christian Stein explique que pour l'inscription en Master MEEF second degré, les étudiants qui ont obtenu une licence à l'uB sont privilégiés, alors que pour l'inscription en Master MEEF premier degré, les étudiants qui ont obtenu une licence d'histoire sont en concurrence avec tous les étudiants qui ont obtenu une licence à l'uB et que le cursus d'histoire n'est pas forcément celui qui est le mieux noté.

Jean Vigreux fait remarquer que si la capacité du M1 Recherche Histoire est de 55 étudiants, cela signifie que 55 étudiants peuvent passer en M2 Recherche Histoire ou en M2 Pro Archives, or la capacité du M2 Pro Archives est limitée à 20 étudiants parce que chacun d'entre eux doit faire un stage et qu'il est difficile de gérer plus 20 stages.

Stéphane Gacon reconnaît qu'il est raisonnable que la capacité d'accueil du Master 1 Recherche Histoire corresponde aux possibilités, mais se dit choqué de la fermeture du Master MEEF et réitère sa demande de bien informer les étudiants.

Christian Stein précise que dans le cas des Masters MEEF également, la capacité est liée au problème des stages.

3. Point financier et prévision des dépenses pour la mise en service du copieur du bureau 338

En raison de la crise sanitaire, très peu de dépenses ont été faites. La direction du département demande donc à l'assemblée des idées pour employer le budget non dépensé.

Sabine Lefebvre propose d'employer une partie du budget de fonctionnement du département d'histoire à l'organisation de sorties sur le terrain pour les L3 et M1 et l'organisation de journées de Master. Le département pourrait également s'équiper en tablettes graphiques, déjà utilisées dans les collèges et les lycées. Des formations existent pour ceux qui souhaitent utiliser cet outil.

Un consensus collectif se dégage pour que le département fournisse à la nouvelle collègue Professeur d'Histoire contemporaine un ordinateur et finance des conférences MEEF en rapport avec le nouveau programme des concours de recrutement des enseignants du second degré en histoire et géographie. Alexandre Malapris demande quel modèle d'ordinateur le département envisage d'acheter, il lui est répondu que le coût est limité à 800 euros hors taxe maximum.

Victorien Di Fraja suggère de financer l'Association des Étudiants en Histoire à Dijon.

Pour ce qui concerne le bureau 338, il a déjà accueilli le copieur destiné au département d'histoire et est équipé d'armoires destinées à contenir le matériel informatique, mais aussi les mémoires de Master d'histoire moderne.

Le problème qui se pose est celui des clefs pour accéder au bureau : Laurent-Henri Vignaud explique que la serrure du bureau 338 est fournie par le pôle patrimoine, mais avec au plus 3 clefs et qu'il faut passer commande pour des clefs supplémentaires afin que tous les enseignants du département d'histoire aient accès au copieur. Il trouve cette gestion aberrante, mais maintenant qu'il sait que le budget est disponible pour l'achat des clefs, il va lancer la commande.

4. Point sur les conditions de scolarité et de vie des étudiants suite à la crise sanitaire

À la demande de la directrice et du directeur adjoint du département, Alexandre Malapris, directeur adjoint étudiant, expose un bilan des conditions de scolarité et de vie des étudiants suite à la crise sanitaire.

Il souligne la difficulté de suivre les cours due à la fracture numérique. En L1, les étudiants ont trouvé que la charge de travail restait normale et que le corps professoral se montrait compréhensif. Ils regrettent tout de même un certain manque d'accompagnement pédagogique et la difficulté à communiquer avec certains enseignants.

En L2, les étudiants se sont plaints d'une augmentation de la charge de travail, causée par l'assignation de fiches de lecture et par une répartition des travaux à rendre dans le semestre qui a rendu le laps de temps beaucoup trop court entre les différentes dates de remise.

En L3, les étudiants ont trouvé la charge de travail correcte.

Les étudiants de Master n'ont pas fourni d'informations.

Une des difficultés principales a été le manque de sources pour effectuer les travaux, malgré les ressources numériques à disposition des étudiants et les envois de documents par les enseignants.

Victorien Di Fraja souligne la difficulté d'obtenir des remontées de la part des étudiants, qui selon lui n'ont pas conscience du rôle des représentants élus étudiants et pas forcément non plus du rôle des enseignants responsables d'année ou de diplôme.

Laurent-Henri Vignaud s'étonne de cette dernière remarque.

Les enseignants rappellent qu'eux aussi ont souffert du confinement et prônent une tolérance mutuelle.

La discussion s'engage également sur la communication des informations sur l'organisation du semestre, jugée irrégulière.

Laurent-Henri Vignaud précise que le rythme d'envoi des informations était fonction des réunions de la CFVU, qui prenait les décisions relatives à la réorganisation des évaluations en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. Les représentants étudiants reconnaissent que quantité d'informations leur était envoyée après chaque réunion de la CFVU.

Christian Stein rappelle également aux représentants étudiants que la communication au sein de l'Université, à tous les niveaux, passe par l'adresse courriel académique u-bourgogne.fr et que les étudiants doivent la consulter régulièrement.

Sabine Lefebvre ajoute qu'il faut s'estimer heureux : la gestion de la situation sanitaire à l'uB a été relativement aisée car l'équipe présidentielle venait d'être élue et que s'est fait jour une solidarité pour avancer le mieux possible. À Besançon, c'est le président sortant qui est resté en charge et la gestion a été beaucoup plus compliquée.

Victorien Di Fraja suggère qu'il aurait fallu que la Direction du département signale périodiquement qu'elle n'avait pas d'informations à donner, mais celle-ci répond qu'elle l'a fait chaque fois que nécessaire.

Jean Vigreux se plaint que l'équipe présidentielle ait mis du temps à réagir à la situation de confinement et ait souvent donné des réponses tardives, ce qui explique également que les informations qui sont parvenues aux étudiants ont pu être contradictoires, d'autant plus que certaines UFR n'ont pas respecté le calendrier commun.

Tristan Cuénot demande s'il existe une plate-forme unique pour l'organisation de tous les devoirs à distance.

La direction du département lui répond qu'il existe en réalité 3 plates-formes d'enseignement numérique, mais que si on essaie d'en imposer une seule à tout le monde, cela va provoquer des mécontentements. La seule solution serait donc de sortir de l'enseignement numérique le plus rapidement possible.

Pour ce qui est des conditions de vie des étudiants, Alexandre Malapris rapporte la difficulté à se concentrer des étudiants confinés seuls qui ont pâti de l'isolement et se considéraient dans un état dépressif. Les difficultés de concentration ont aussi affecté les étudiants rentrés dans leur famille, qui ont trouvé malaisé de travailler pour leurs études. De plus, comme l'annonce du confinement a été soudaine, une partie d'entre eux avait laissé ses affaires à Dijon.

François Jarrige informe qu'une enquête a été menée par l'IREDU est prévue pour recueillir des informations sur la situation des étudiants.

Le confinement a également eu un impact financier : Alexandre Malapris rapporte que beaucoup d'étudiants craignent de ne plus pouvoir financer leurs études car il n'y a pas d'offres d'emplois d'été.

Alain Rauwel expose les résultats de l'enquête de l'IREDU, qui a interrogé 800 étudiants. 50% d'entre eux sont restés à leur domicile étudiant, dans de mauvaises conditions psychiques (115 d'entre eux ont déclaré avoir eu recours à une consultation « psy »). L'enquête a mis au jour également des problèmes matériels de survie. La présidence de l'uB a lancé une opération de distribution de repas à plusieurs centaines d'étudiants. L'enquête a aussi révélé que 97% des étudiants ont accès à internet, mais ce chiffre est probablement trompeur car l'enquête elle-même était en ligne et il fallait donc avoir accès à internet pour y répondre. 60% des étudiants ont déclaré avoir une mauvaise connexion, 7% parce qu'ils se trouvaient en zone blanche, 2/3 à cause de problèmes de débit.

Enfin, 53% des étudiants ont eu l'impression d'un manque d'information. Alain Rauwel en profite pour rappeler au passage qu'au contraire, les enseignants ont eu l'impression de passer leur temps à faire circuler les informations. Selon l'enquête, les inquiétudes exprimées concernaient surtout l'organisation des examens et 64% des étudiants qui ont répondu se demandaient s'ils allaient réussir. Paradoxalement, du côté des enseignants, il semblait évident qu'à partir du moment où il avait été décidé que l'évaluation reposerait uniquement sur le contrôle continu, les résultats seraient bien meilleurs que d'habitude.

Victorien Di Fraja signale que le CROUS a manqué à ses obligations envers les étudiants et cite l'exemple d'un couple d'étudiants malades du Covid qui a été expulsé de sa résidence avant le

confinement. Il ajoute que le débit internet disponible dans les résidences du CROUS est très faible. Il rappelle que la situation matérielle s'est améliorée grâce aux distributions d'Épi Campus.

5. Questions diverses

L'assemblée de département aborde la question de la réforme des concours de recrutement des enseignants du second degré.

Philippe Salvadori intervient comme doyen de l'UFR Sciences humaines. Il se dit irrité de la façon dont l'INSPE gère cette réforme car les doyens des UFR partenaires ne sont pas inclus dans la boucle d'information. Les fiches filières doivent être bouclées en octobre, il n'espère pas être mis au courant avant la mi-septembre. Il constate que l'UFR perd progressivement la main sur le Master MEEF depuis des années et se demande si le partenariat avec l'INSPE a encore une valeur. Pourtant, le taux de réussite des étudiants dijonnais aux concours de recrutement des enseignants du second degré est un des plus élevés de France.

François Jarrige rappelle que la formation des futurs enseignants du secondaire est une mission, alors que pour l'INSPE, le Master MEEF est un diplôme professionnel pour être professeur d'histoire-géographie. Le rectorat accorde moins de stages qu'il n'y a de candidats inscrits en Master MEEF. François Jarrige s'interroge sur les raisons de la démission des vice-présidents du CAPES d'histoire-géographie. Il encourage à une action collective.

Christian Stein précise que les vice-présidents du CAPES enseignants-chercheurs ont démissionné, mais qu'on ne sait pas si c'est à cause du déroulement du concours actuel ou à cause de la réforme. Le nombre de stages accordé par le rectorat en Bourgogne est calculé de la manière suivante : 12 stagiaires ont réussi le concours l'année N1, donc le rectorat accorde 15 stages pour l'année N2. Le nombre de stages a été négocié à la hausse pour cette année et s'élève à 40, ce qui permet d'accorder un stage à des redoublants. Pour ce qui est des nouvelles maquettes MEEF, elles accordent plus d'heures aux enseignements transversaux. Les enseignements disciplinaires sont les moins favorisés. Christian Stein ajoute que la situation est d'autant plus périlleuse qu'il y a de moins en moins d'enseignants-chercheurs qui siègent au jury du CAPES, donc de plus en plus de jeunes collègues du secondaire, qui se trouvent en rapport hiérarchique avec la présidente du jury qui est inspecteur général. Il conclut que cette réforme est un Blitzkrieg.

Philippe Salvadori pense que cette réforme va être la clef des années à venir. Il cite l'exemple du Master de psychologie, qui a vu ses effectifs fondre des deux tiers. Selon lui, la jauge va être adaptée aux besoins et au terrain de stage et à terme la notion de concours va être remplacée par une sélection à l'entrée du Master, qui rendra inutile un jury national. De plus, la configuration nouvelle correspond totalement à l'idée que les INSPE se font du Master.

Christian Stein acquiesce, il y a bien une tendance à la disparition du concours. Il pense que les mêmes personnes sont à la manœuvre que lors de la mastérisation et ne voit pas comment ce système va rendre le recrutement des enseignants du second degré plus attractif.

Sabine Lefebvre indique que la SOPHAU devrait réagir et qu'il faudrait une lutte commune des associations des professeurs des universités.

Philippe Salvadori et Laurent-Henri Vignaud répondent qu'à leur connaissance l'AHMUF n'a pas réagi.

Christian Stein confirme que les associations des professeurs des universités n'ont pas réagi et ajoute que derrière l'euthanasie du CAPES, se pose aussi le problème de l'euthanasie de l'agrégation, ce qui va causer des problèmes de recrutement dans l'enseignement supérieur dans quelques années.

CONSEIL RESTREINT

Le conseil restreint se réunit à la suite de l'assemblée de département, pour désigner un nouveau responsable de L3 et désigner les tuteurs d'accompagnement et de rentrée pour les L1.

Hervé Mouillebouche est élu à l'unanimité responsable de la L3.

Laurent-Henri Vignaud, responsable du tutorat de L1, propose Eva Bugnot, Capucine Poirrier et Charline Husson. Ses propositions sont approuvées.

Alain Rauwel fait part d'un projet de l'uB de faire tutorer les étudiants de L1 par des étudiants de L2 à partir de la rentrée 2020.

À la fin du conseil restreint, les collègues enseignants remercient la direction du département pour sa gestion durant la crise sanitaire et la direction du département remercie Alain Rauwel, élu à la CFVU, pour avoir joué le rôle-clef d'« espion » dans les réunions de la commission.

Le secrétaire de séance, P. Kossmann